



Montreuil, 26/11/2024

*La Secrétaire Générale*

*Secrétariat Général  
01 55 82 83 06  
cabsg@cgt.fr*

*Nos Réf. SB-MO/IM/2024.139*

**A l'attention des député.es des groupes :**

- Ensemble pour la République
- Droite Républicaine
- Les Démocrates
- Horizons et Indépendants

Objet : Projet de loi abrogeant la réforme des retraites.

Mesdames et Messieurs les député.es,

Vous allez ce jeudi 28 novembre, avoir à débattre d'une proposition de loi abrogeant la réforme des retraites de 2023, imposée sans vote, malgré une mobilisation d'une force et d'une longueur historique.

Nous vous interpellons car vous avez annoncé le dépôt de plus de 1000 amendements. La conséquence, s'ils sont tous débattus, sera d'empêcher les députés de voter sur cette proposition de loi dans les délais impartis, c'est-à-dire avant minuit. Cela fait plus d'un an et demi que les Françaises et les Français attendent ce vote empêché par le choix du gouvernement d'imposer la réforme via le 49-3. Depuis, plusieurs propositions de loi, des amendements au PLFSS, et deux référendums d'initiative partagée ont été empêchées. Comme nous, les concitoyens, les travailleuses et travailleurs n'accepteront pas une nouvelle manœuvre d'obstruction le 28 novembre prochain.

Nous vous interpellons solennellement. La politique n'est pas un jeu. Vos décisions ont un impact concret et quotidien sur nos vies et notre travail, à l'image de cette réforme des retraites qui nous vole deux ans de vie.

Vous avez été élu.e.s le 7 juillet dernier lors d'un scrutin très particulier où les Français.e.s se sont mobilisé.e.s comme jamais pour empêcher l'extrême droite d'entrer à Matignon. Malgré l'ampleur des désaccords qu'elle avait eu avec les précédents gouvernements, la CGT a refusé de mettre dos à dos l'extrême droite avec une quelconque autre force politique et a appelé à battre l'extrême droite dans les urnes. Des millions d'électeurs et d'électrices ont pris leurs responsabilités en votant pour des partis dont ils et elles ne partageaient pas les idées loin de là, dans l'objectif de défendre la démocratie et la République.

Pour que ce magnifique sursaut républicain et citoyen ne se transforme pas en sursis, le message des électeurs et des électrices doit être entendu et respecté. Comme Emmanuel Macron en 2017 et 2022 vous avez été élus pour faire barrage à l'extrême droite, pas pour mettre en œuvre la réforme des retraites. Ce vote vous oblige. Près de deux ans après la mobilisation contre cette réforme, près des deux tiers des Français.e.s y sont toujours opposé.e.s.

Le seul argument en faveur de la réforme était d'ordre financier. Les organisations syndicales demandent donc depuis un an et demi l'organisation d'une conférence de financement de nos retraites.

.../...

Cette conférence a été organisée par la commission des finances de l'Assemblée nationale le 21 octobre dernier, en présence notamment de l'ensemble des organisations syndicales, patronales et du COR. Nous y avons présenté nos propositions de financement démontrant la pluralité de possibilités pour financer l'abrogation de la réforme et trouver de l'ordre de 5 milliards en 2025 et 12 en 2030, sommes bien plus faibles que les 60 milliards d'économies imposés dans le budget 2025. Aucun député du bloc gouvernemental n'ayant souhaité assister à cette conférence, nous vous joignons nos propositions.

Nous n'avons qu'un seul message à vous adresser. Si malgré tous nos arguments vous êtes toujours favorables à cette réforme, votez contre la proposition de loi et expliquez-le à vos électeurs et électrices. Mais n'empêchez pas le vote des député.e.s. Ne participez pas à des manœuvres d'obstruction. Nous sommes dans une période très inquiétante d'un point de vue démocratique. Alors que Donald Trump vient d'être réélu aux Etats-Unis nous savons que, plus que jamais en France, l'extrême droite est aux portes du pouvoir. La CGT a toujours pris ses responsabilités contre l'extrême droite et continuera à le faire en dénonçant son imposture sociale. Mais nous vous alertons. Aucun argument d'autorité, d'argument sur les valeurs, ne vaudra en face des choix concrets qui auront été faits pour les travailleuses et les travailleurs. Nous comptons donc sur votre sens des responsabilités pour laisser, le 28 novembre, le vote aller à son terme sur la proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites.

Bien cordialement,

Sophie Binet,



Secrétaire Générale de la CGT

En pièce jointe : nos propositions Cgt de financement des retraites.